



POINT DE REPÈRE

Conseil Régional de Lorraine - La Lettre du Groupe Socialiste

www.groupeps-crlorraine.info

Juillet 2006 - N° 62 - 1,50 €

POINT

■ **Bilan** - Des engagements pris, des engagements tenus !
page 2

■ **Zoom sur...**
Christian ECKERT :
Vice-président chargé des interventions économiques en faveur du développement des pays, des bassins et des agglomérations, de l'après-mines et de l'aide à l'habitat
page 3

■ **Repères** - Budget, Enfants jetables, Nouveau préfet, T.R.E. et "Export".
page 3/4

■ **Portrait**
Marie-Thérèse Gansoinat-Ravaine :
Vice-présidente chargée des interventions économiques en faveur des PME-PMI et TPE, du commerce, de l'artisanat et de l'économie sociale
page 4

Notre devoir est de vous rendre compte



EDITO

Voilà un peu plus de 2 ans que la majorité régionale de gauche est aux commandes du Conseil Régional de Lorraine. Vous avez dans ce numéro quelques éléments de ce que nous avons fait avancer.

Comme annoncé dans la campagne électorale de 2004, nous vous rendons compte cette année encore (après les réunions publiques de 2005) de notre mandat et nous allons à votre

rencontre pour recueillir vos avis, vous expliquer nos propositions et nos actions. C'est notre conception de la démocratie vivante et participative.

"Malgré les difficultés liées à une décentralisation mal faite, nous avançons..."

Malgré les difficultés liées à une décentralisation mal faite, nous avançons. La Région Lorraine se voit réduire de 4,5 M€ en moyenne sa dotation de fonctionnement par ce gouvernement avec effet rétroactif depuis 2002.

Les efforts significatifs envers les lycées, le transport ferroviaire, la formation professionnelle, le monde associatif actent de notre volonté d'aider les lorraines et les lorrains dans leur quotidien.

Les mois qui viennent vont conduire les françaises et les français à des choix importants pour notre société (voire pour les rapports avec les collectivités territoriales). Faites le bon choix et d'ici là, passez d'agréables et chauds moments de repos.

Jean-Pierre LIOUVILLE
Président du Groupe Socialiste

Bulletin trimestriel de l'Association
LORRAINE SOCIALISTE
Groupe Socialiste - Hôtel de Région
BP 81004 - 57036 METZ CEDEX 1
Téléphone : 03 87 33 62 56
Fax : 03 87 32 30 14
Directeur de la Publication :
Jean-Pierre LIOUVILLE
N° Commission Paritaire : 06 07 P 10981
imp. Klein - Knutange
Mise en page : Infoconseil
Dépôt légal : 760 - Prix numéro : 1,50 €
Abonnement annuel : 5 €
CCP N° 3 892 50 A Nancy
Crédit photos : P. BODEZ et GROUPE PS

DIRE CE QU'ON VA FAIRE !

Des engagements pris

Quelques exemples des engagements pris durant la campagne électorale de 2004, figurant dans la profession de foi adressée aux électeurs et aux électrices.

Economie et Innovation

- Travailler aux côtés des entreprises, des salariés, des universités, des centres de formation pour aider la Lorraine à reprendre sa place dans la compétition et créer des emplois nouveaux.

Formation Professionnelle et Vie Scolaire

- Deux compétences centrales du Conseil Régional au service de l'activité, l'emploi et la justice sociale au quotidien.
- Gratuité des manuels scolaires.
- Soutien à la formation professionnelle et à l'apprentissage.

Environnement et Développement Durable

- Pour mieux gérer les ressources de notre planète et penser aux générations futures.
- Aider au développement des énergies renouvelables.
- Favoriser les économies d'énergie.

Transport ferroviaire : TER et TGV

- Pour favoriser le développement des transports collectifs, mieux servir et respecter les usagers.
- Renouvellement du matériel (trains).
- Réduction des tarifs.
- Financement de la ligne de TGV et soutien à la gare d'interconnexion de Vandières.

Lien social

- Aides à la création d'emplois dans les associations.
- Aides à toutes les formes de culture et aux sports.

LE RESPECT
DE LA
PAROLE,



C'EST LA
DÉMO-
CRATIE
RESPECTÉE,



C'EST
L'ÉLECTEUR
RESPECTÉ.

FAIRE CE QU'ON A DIT !

Des engagements tenus

Quelques exemples d'engagements tenus depuis avril 2004

Economie et Innovation

- La recherche, l'innovation, la formation, le transfert de technologie et le soutien aux PME-PMI au service de l'emploi durable en Lorraine.
- 2 pôles de compétitivité portés par le Conseil Régional.
- Plan de reprise-transmission d'entreprises.
- Plans de revitalisations des bassins d'emplois touchés par les restructurations (Remiremont, Lunéville, Sarrebourg, Plan Textile Vosges)
- 3165 emplois créés avec l'aide du Conseil Régional en 18 mois.

Formation Professionnelle et Vie Scolaire

- Elever le niveau de qualification, un enjeu pour le 21^e siècle.
- Aide à la formation pour 9000 lorrains par an.
- 23 millions d'euros investis dans la Formation Professionnelle en 18 mois.
- Aide au premier équipement pour 30 000 élèves de lycées professionnels.
- Aide à l'achat de manuels scolaires pour 162 018 lycéens.
- Aides nouvelles au recrutement de 1 000 nouveaux apprentis par an.

Environnement et Développement Durable

- Le développement durable n'est pas qu'un slogan
- Financement de projets photovoltaïques (électricité solaire) et géothermiques (eau chauffée par le soleil).
- 850 projets solaires soutenus en 2005 avec un budget en hausse de 70 %

Transport

- Le transport ferroviaire : priorité pour le déplacement interurbain
- Baisse de 40% du prix moyen du titre de transport
- Tarification spécifique pour les personnes en difficulté
- Doublement de la fréquence Nancy - Luxembourg.
- 1 181 821 voyages à tarif réduit pour le seul mois de février 2006.
- 400 M€ investis pour l'achat de nouveaux matériels.
- 65% du parc TER rénové d'ici fin 2006.

Lien social

- Soutenir la Lorraine solidaire et dynamique.
- Mise en place du programme IRÉLIS (Initiative Régionale pour le Lien Social) pour soutenir le développement de l'activité associative.
- Crédit de 10 € à la carte Lorraine Multipass pour l'accès à la culture des lycéens.

Connaissez-vous l'Economie Sociale ?

Un secteur dont vous faites peut être partie

■ Des valeurs humaines fortes :

Gestion démocratique, Solidarité, Non-profit individuel, Primauté de l'Homme

■ 3 types de structures :

Associations, coopératives et mutuelles

■ Un poids économique conséquent :

- En France : 1,7 millions de salariés
- En Lorraine : 78 586 salariés dans l'économie sociale

De 2002 à 2004, l'emploi salarié a progressé de 9,6% dans l'économie sociale, soit une hausse beaucoup plus forte que celle constatée en Lorraine sur la même période (+3%).



■ La Chambre Régionale de l'Economie Sociale de Lorraine CRESL :

Une fonction de représentation, de structuration et de promotion de l'ensemble des structures de l'économie sociale en Lorraine, de leurs valeurs, de leurs objectifs. Elle parle en leur nom.

Vous souhaitez avoir d'autres informations sur l'économie sociale

CRESL - Maison de la Mutualité

7, rue Lyautey - BP 422 - 54001 Nancy Cedex
Tél : 03-83-36-55-89 - E-mail : cresl@wanadoo.fr
Site : www.cres-lorraine.org



Christian ECKERT

Vice-président chargé des interventions économiques en faveur du développement des pays, des bassins et des agglomérations, de l'après-mines et de l'aide à l'habitat

Point de Repère :

Un peu d'historique nous permettra de mieux comprendre votre personnalité mais surtout votre engagement

Christian Eckert : Je ne sais pas si en vous parlant de mes origines vos lecteurs se feront une idée de ma personnalité mais peut-être qu'ils percevront mon implication durable à défendre les territoires. Je suis né dans le nord-ouest-mosellan, à Algrange, il y a une cinquantaine d'années, dans l'environnement des mines de fer et des usines sidérurgiques. Mon attachement aux valeurs familiales du travail dur et bien fait, de l'école publique, du respect de l'autre s'est construit progressivement. Mon enfance studieuse m'a emmené jusqu'à une agrégation de mathématiques, matière que j'enseigne toujours à Briey. Au sortir du service militaire, j'adhère au parti socialiste ; il était en effet mal vu d'être ouvertement de gauche lorsqu'on était sous les drapeaux. Dès 1983, je suis élu 1er adjoint à Trieux. Ce fut là mes premières fonctions au service des administrés et depuis 1987, je suis toujours le maire de la commune. Depuis, je crois beaucoup au fait territorial, aux relations de proximité avec les territoires. J'y ai été formé par Jacques Chérèque, notamment, lors de mon premier mandat régional. Les problématiques de l'intercommunalité ouvrent de nouveaux horizons car chaque territoire a ses particularités et il faut en tenir compte. C'est mon rôle à la Région.

PR : Votre mission dans la majorité est donc une continuité où vous mettez au service de tous les lorrains votre expérience ?

Christian Eckert : Je crois en la discrimination positive, dans le sens où il faut toujours aider le plus démuné. C'est ce que j'essaie de faire en tant que vice-président. Je recherche toujours l'équilibre entre les territoires lorrains et suis déterminé. Le Conseil Régional est résolu à soutenir les plus défavorisés, les plus enclavés, en difficulté économique et sociale. Mais je crois également aux secteurs à enjeux, émergents. Ils peuvent, pour les années à venir, apporter un souffle nouveau à notre région qui en a bien besoin. Les questions de l'eau sont une préoccupation constante. Je me bats contre les monopoles et pour un service public cohérent. L'eau doit être à un juste prix et ne pas servir de profit à des actionnaires privés car elle appartient à tous. Parallèlement à mes fonctions, aménagement du territoire, gestion de l'après-mines, relations rapprochées avec les communautés de communes, agglomérations, pays, je participe à des réunions nationales : mission opérationnelle transfrontalière (Espagne, Belgique, Luxembourg, Suisse, Italie), congrès nationaux de pays, association des communes minières de France, association des régions de France (ARF). Estimant qu'un parti ne doit pas être dominé par ses élus, je n'ai jamais souhaité d'engagement national au Parti Socialiste.

PR : Quel est le dossier qui vous tient plus particulièrement à cœur ?

Christian Eckert : Comme je l'ai dit précédemment, les questions soulevées par l'après-mines, tant dans le bassin ferrifère que dans le bassin houiller me préoccupent à chaque instant. Ceci ne semble pas toujours

être le cas de l'Etat. Mais je voudrais parler du fameux projet d'Esch-Belval qui fait couler beaucoup d'encre. Il figure parmi mes priorités et responsabilités au niveau de la région car il nous faut élargir la problématique du triangle Longwy-Thonville-Briey. Les enjeux vont bien au-delà puisque le fait transfrontalier concerne aussi les agglomérations messine et nancéenne, sur les aspects universitaires, d'emploi supérieur, de transport, de culture, sans oublier le champ économique. Un seul exemple, la Région a tenu ses engagements à 100% sur le contrat territorial de l'agglomération de Longwy (au total, 90 millions d'euros sur 4 ans -2002/2006), mais de son côté, l'Etat a peine à mobiliser l'ensemble du financement. La Région suit donc de près l'évolution des communautés de communes, mais malheureusement, il y a sans cesse des blocages, des murs qu'il nous faut abattre car l'Etat concentre ses aides chez ses amis politiques, à savoir dans les grandes métropoles lorraines.

PR : Pouvez-vous nous dire quelques mots sur votre action, dans l'avenir ?

Christian Eckert : Je me pose beaucoup de questions sur ces futurs contrats de projets qui nous sont imposés par l'Etat, avec des échéances, pour ses contenus, trop courtes. Nous devons garder en mémoire qu'ils nous engagent pour sept années sur des masses financières énormes : globalement, environ 1 milliard d'euros. Nous ne connaissons d'ailleurs pas à ce jour, l'implication financière de l'Etat. Je regrette profondément qu'il n'y soit pas inscrit de volet routier ni de volet territorial. Il me semble qu'il s'agit là d'une aberration car de nombreuses infrastructures ne pourront plus voir le jour avant quinze ou vingt ans, tel que le doublement du viaduc de la Chiers. Mais cela ne nous empêche pas de travailler à l'après 2006. En 2004, lors de notre arrivée, nous avons majoré nos aides en direction des territoires de plus de 40%. En 2006, ce sont quelques 6,8 millions d'euros alloués aux communautés de communes, 3,3 millions d'euros aux pays, 41 millions aux villes moyennes et aux agglomérations, sans compter la mise en place d'une politique d'accompagnement des quartiers sensibles, avec 30 millions pour les cinq prochaines années. Dès la commission permanente de juin, les opérations sur les villes de Lunéville, Longwy, Saint-Dié, Bar-le-Duc, Freyming-Merlebach, Fameck, Moyeuve-Grande, Sarrebourg ont été votées.

Je souhaite, qu'en ayant mis en œuvre une politique territoriale innovante, au service de tous les lorrains, notre action soit comprise. Car je le répète, les enjeux sont importants. Je verrais bien, pour nous aider encore mieux à structurer l'équilibre territorial, pour les années à venir, la création d'une agence régionale des territoires, prenant en compte les évolutions démographiques, économiques et structurelles de la Lorraine.

Elle pourrait permettre une réflexion prospective et cohérente à plus grande échelle, afin de construire une Lorraine mieux ancrée sur ses atouts, mais aussi plus solidaire de l'ensemble de son territoire.

Pour Christian Eckert, rien n'est le fruit du hasard : c'est dans la persévérance et l'action que peuvent se concrétiser les grandes idées d'équilibre entre les territoires.

Il lui tient à cœur d'être à l'écoute des plus petites entités territoriales pour leur donner voix auprès des plus grandes.

■ Budget

Lors de la séance plénière des 29 et 30 juin dernier, Jean-Pierre Liouville, rapporteur du budget a présenté une synthèse du budget supplémentaire 2006 qui représente un ajustement des masses financières initialement inscrites au budget primitif. Vous pouvez consulter l'intégralité de son intervention sur le site du groupe socialiste.

■ Enfants jetables

Le 30 juin 2006, le sursis accordé aux élèves sans papiers et à leurs parents est tombé. Des milliers d'enfants, de jeunes et leurs familles risquent maintenant l'expulsion en masse, verront leur avenir et leur vie même anéantis. Nous ne laisserons pas commettre ces infamies en notre nom. Chacun avec les moyens qui sont les siens, leur apportera son soutien, son parrainage, sa

protection. S'ils nous demandent asile, nous ne leur fermerons pas notre porte, nous les hébergerons et les nourrirons ; nous ne les dénoncerons pas à la police. Les socialistes appellent tous les élus à les suivre dans ce combat contre les directives du ministre de l'intérieur. Rendez-vous sur le site de RESF : www.educationsansfrontieres.org



Marie-Thérèse Gansoinat-Ravaine

Vice-présidente chargée des interventions économiques en faveur des PME-PMI et TPE, du commerce, de l'artisanat et de l'économie sociale.

Point de Repère :
La militance est pour vous, chose naturelle, pouvez-vous nous en dire plus ?

Marie-Thérèse Gansoinat-Ravaine : Vous savez, je suis issue d'une famille de cinq enfants, et mon père était facteur. Les fins de mois étaient souvent difficiles, alors que d'autres s'en sortaient très bien. Ma personnalité a donc été construite autour de la responsabilité, de la laïcité, mais surtout de la conscience de volonté de justice et d'égalité. Dès 1973, après être passée par des engagements associatifs fondés sur les valeurs de la République, tels que les Droits de l'Homme ou les associations de parents d'élèves, je crée, avec quelques ami(e)s, une section locale du parti socialiste dans le canton de Verny. J'avais, alors, un projet de société dans la tête, il fallait que je trouve les moyens de le mettre en œuvre : aller vers une société plus juste et plus égalitaire. L'humanité est composée pour moitié de femmes et je crois qu'il est donc normal et sain de lutter pour la parité, dans tous les secteurs, société civile, mais également politique. Bien sûr, la loi sur la parité est imparfaite, je pense même qu'il faudra, lorsque l'égalité homme-femme sera devenue «naturelle», «entrée dans les mœurs», la supprimer purement et simplement. Mais nous en sommes loin. Humaniste, féministe et socialiste sont pour moi trois mots indissociables. Cet engagement se concrétise encore aujourd'hui. A côté de mes activités d'élue politique, je fais partie du planning familial, du Pont des Femmes qui réunit des femmes socialistes de la Grande Région, Sarre, Rhénanie-Palatinat et Lorraine (pas encore le Luxembourg ni le sud de la Belgique, mais nous y travaillons) pour réfléchir à la place des femmes dans notre espace géographique.

PR : Votre parcours politique vous a amené jusqu'à une vice-présidence au Conseil Régional, est-ce fortuit ?

Marie-Thérèse Gansoinat-Ravaine : En fait, mes premiers combats politiques ont débuté en 1985, au niveau local et cantonal, puis en 1998, au niveau régional, où j'ai été élue dans l'opposition. Il ne s'agissait pas pour moi de convoiter coûte que coûte un mandat électif mais simplement de trouver le moyen de servir l'intérêt général de tous les lorrains et lutter contre le favoritisme et les privilèges. Durant tout ce mandat, j'ai fait partie de la commission développement économique. J'ai remarqué alors que la majorité de droite s'occupait un peu trop des grandes entreprises et laissait de côté les très petites. En 2004, la gauche arrive à la tête de la Région, Jean-Pierre Masseret, voyant que je m'investis entièrement dans la défense des «sans grades», de ceux qui veulent, comme on dit «se lancer», me confie la vice-présidence aux PME-PMI, aux TPE, au commerce, à l'artisanat et depuis peu à l'économie sociale. C'est pour moi un challenge, car ce secteur est difficile, mais il est riche de rencontres, pas uniquement avec des chefs d'entreprise, mais avec les réseaux, les individus. En quelque sorte, je suis au cœur du poumon économique de notre région.

PR : Pouvez-vous nous en dire plus sur votre rôle technique dans l'institution et sur le Plan Régional en faveur de la Transmission Reprise d'Entreprise ?

Marie-Thérèse Gansoinat-Ravaine : Le développement économique d'une région doit favoriser la création de richesses, qui, elles-mêmes, permettent de créer de l'emploi. Le Conseil Régional fait en sorte d'aider à la création ou à la reprise d'entreprises. Nous sommes, en effet, la 4^{ème} région de France où plus de 47% des chefs d'entreprise ont plus de 50 ans. La précédente majorité n'a absolument pas su anticiper ce phénomène, non seulement économique (où les entreprises disparaissent) mais également social, car l'activité dans les petites communes disparaît. Dès notre arrivée, nous avons réfléchi à ce grave problème car il s'agit, pour la Lorraine, d'un véritable enjeu, notamment pour les secteurs ruraux. La Région est donc volontaire et met en place un plan dit «TRE» (transmission-reprise d'entreprise), destiné aux structures de moins de 50 salariés, et essentiellement à celle de moins de 25. Il a été voté en séance plénière, le mois dernier.

Trois axes ont été retenus :

- En direction des cédants : il est nécessaire d'anticiper pour mieux transmettre car, trop souvent, avant le départ du chef d'entreprise, la structure s'est essoufflée, voire, est devenue fragile. La Région lance dès ce mois de juillet un appel à projets (de 18 à 24 mois) dans chaque département auprès des associations, chambres, pépinières ..., sous la forme d'une véritable campagne régionale.

- En direction des repreneurs : qu'il faut identifier et accompagner. Le Conseil Régional souhaite que la reprise puisse se faire par les salariés, grâce, entre autres, à une aide à la formation. L'entreprise pourrait devenir une SCOP (Société coopérative ouvrière de production). D'autres actions pourront être mises en place, en direction des cadres qui peuvent, eux aussi, pérenniser l'entreprise, les étudiants et les demandeurs d'emploi qui ne savent pas toujours comment faire pour reprendre une entreprise.

- Aide au financement : qui est plus important pour une reprise que pour une création. La Région aidera par des prêts participatifs de développement, des aides à l'investissement matériel (autre que véhicule). Bien sûr, une question se pose : doit-on continuer à financer des entreprises ? Est-ce vraiment de la compétence de la Région ? Je crois que personne n'est prêt de trouver la réponse. Je suis pour aider ceux qui en ont le plus besoin car créer sa propre entreprise, pour beaucoup, est bien souvent la seule manière de sortir du chômage. Si quelqu'un nous demande 3000 € pour monter sa petite boutique, j'estime qu'on doit l'aider ; il s'agit toujours d'un coup de pouce pour démarrer, et qui sait, pour grandir. En conclusion, je dirai que notre région n'a pas encore la culture de l'entreprise, cette tendance doit être impérativement inversée, et nous y travaillons.

Etre au plus proche de tous ceux qui en ont besoin, ne jamais être têtue, mais plutôt déterminée, refuser l'inaction et le conservatisme en agissant partout où cela est nécessaire et utile, telle est la personnalité de Marie-Thérèse Gansoinat-Ravaine.

Une femme volontaire qui œuvre pour l'égalité, la justice et la dignité.

■ Nouveau préfet

Pierre René Lemas est le nouveau préfet de la région Lorraine. Lors de la séance plénière de juin, il est venu présenté aux élus régionaux les orientations des services de l'Etat sur les dossiers en cours, mais surtout celles relatives aux futurs contrats de projets. Les élus socialistes, perplexes quant à l'efficacité et à l'implication réelle de l'Etat en région, ont pu directement poser quelques questions précises au préfet. Les thèmes étaient les suivants : l'ANRU, le FNADT, les

transports interrégionaux, le FASILD, l'enseignement supérieur. Liées directement au quotidien de tous les lorrains, les questions n'ont pas forcément trouvé les réponses appropriées et le représentant de l'Etat a bien trop souvent botté en touche. Découvrez l'ensemble des questions sur le site du groupe socialiste.

■ T.R.E. et « Export »

Le partenariat économique, notamment en faveur des PME, est un des sept axes stratégiques du Conseil

Régional. Deux nouveaux volets, et non des moindres, viennent d'être initiés. Marie-Thérèse Gansoinat-Ravaine et Jean-Yves Le Déaut ont présenté respectivement, lors de la plénière de juin, le **Plan Régional en faveur de la Transmission-Reprise d'Entreprise** et le **Plan Régional Export**, deux leviers nécessaires au dynamisme économique régional. Le groupe socialiste tient à votre disposition les documents présentant les moyens et les objectifs de leur mise en œuvre. **Contactez-nous !**